



**CHAN / DETSECOL / Filière : Environnement du patient, hygiène et EPI**

**Groupement Hospitalier de Territoire de la Nièvre**

**Confection, fourniture et réparation de prothèses dentaires pour le Centre Hospitalier de l'Agglomération de Nevers**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES ET ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**N° 2025-88**

**Du Lundi 13 Octobre 2025**

**Appel d'Offres Ouvert en application du Code de la Commande Publique**

**Date Limite de Remise des Offres : Jeudi 12 Novembre 2025 à 12h00**

## SOMMAIRE

PREAMBULE .....	3
ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR .....	3
1.1 Type de pouvoir adjudicateur .....	3
1.2 Activité principale .....	3
1.3 Coordonnées du pouvoir adjudicateur .....	3
ARTICLE 2 – COORDINATION DE GROUPEMENT DE COMMANDES .....	3
ARTICLE 3 – OBJET DU MARCHÉ .....	4
Classification CPV .....	4
ARTICLE 4 – DECOMPOSITION EN LOT(S).....	4
4.1 Décompositions en lot(s) .....	4
4.2 Description succincte des lots.....	4
ARTICLE 5 – VARIANTES .....	4
5.1 Variante(s) exigée (s).....	4
5.2 Variante(s) libre(s).....	4
ARTICLE 6 – OPTIONS.....	4
ARTICLE 7 – MODIFICATIONS DE MARCHÉ .....	4
ARTICLE 8 – PHASE(S) .....	5
ARTICLE 9 – TRANCHE(S).....	5
ARTICLE 10 – DUREE DU MARCHÉ OU DE L'ACCORD CADRE OU DELAI D'EXECUTION .....	5
10.1 Période ferme.....	5
10.2 Reconduction .....	5
ARTICLE 11 – FORME DU MARCHÉ .....	5
ARTICLE 12 – DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	6
ARTICLE 13 – GENERALITES.....	6
13.1 Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité.....	6
13.2 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....	6
Protection de l'environnement, sécurité et santé .....	7
Protection de la main d'œuvre, condition de travail et protection de l'environnement .....	7
13.3 Mise en œuvre des obligations d'égalité, de laïcité et de neutralité.....	7
13.4 Origine des produits .....	7
ARTICLE 14 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER .....	8
ARTICLE 15 – CATALOGUE .....	8
15.1 Remise catalogue.....	8
15.2 Achat sur catalogue .....	8
ARTICLE 16 – FOURNITURE DU DOSSIER TECHNIQUE.....	8
ARTICLE 17 – MODALITE DE DETERMINATION DES PRIX.....	8
17.1 Nature des prix .....	8
17.2 Modalités de révision des prix .....	9
ARTICLE 18 – MODALITE DE PAIEMENT.....	9
18.1 Délai de paiement .....	9
18.2 Facturation.....	9
ARTICLE 19 – GESTION ET SUIVI DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 20 – CAUTIONNEMENT OU RETENUE DE GARANTIE .....	10
ARTICLE 21 – AVANCES, ACOMPTES.....	10
ARTICLE 22– EXECUTION PAR DEFAUT.....	10
ARTICLE 23 – PENALITES.....	10
ARTICLE 24 – CONDITIONS D'EXECUTION.....	10
24.1 Commandes et bon de commande .....	10
24.2 Délais et lieu de livraison .....	11
24.3 Conformité des produits livrés avec ceux proposés au marché.....	11
24.4 Bon de livraison.....	11
24.5 Le conditionnement .....	12
24.6 Le Transport .....	12
24.7 Conditions générales d'exécution.....	12
ARTICLE 25 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET D'ADMISSION .....	13
25.1 Vérification .....	13
25.2 Rejet et remplacement des fournitures.....	13
25.3 Garantie .....	13
25.4 Mesures conservatoires.....	14
ARTICLE 26 – CONDITIONS DE RESILIATION.....	14
ARTICLE 27 – ASSURANCES .....	14
ARTICLE 28 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITE.....	15
ARTICLE 29 – DESCRIPTION DU BESOIN.....	15
ARTICLE 30 - DIFFERENDS ET RECOURS .....	15
ARTICLE 30 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	16

## PREAMBULE

Le groupement hospitalier du territoire de la Nièvre est composé des établissements de santé suivants :

- Centre Hospitalier de l'Agglomération de Nevers (Établissement support)
- Centre Hospitalier de Decize
- Centre Hospitalier de Cosne / Loire
- Centre Hospitalier Pierre Léo de la Charité / Loire
- Centre Hospitalier Henri Dunant de la Charité / Loire
- Centre Hospitalier les Cygnes de Lormes
- Centre de long séjour de St Pierre Le Moutier
- Centre Hospitalier de Château Chinon
- Centre de Soins de Longue Durée de Luzy

## ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

### 1.1 Type de pouvoir adjudicateur

Étant établissement support, le Centre Hospitalier de l'Agglomération de Nevers (CHAN) est désigné comme le pouvoir adjudicateur passant le marché au nom de l'ensemble des établissements du GHT de la Nièvre. Le Centre Hospitalier de l'Agglomération de Nevers est un établissement public de santé.

Les personnes responsables des achats de chaque établissement membre du GHT assurent leur bonne exécution.

Les établissements, membres du GHT, n'ayant pas exprimé de besoin pourront intégrer ultérieurement le présent marché, par voie de modification au marché.

### 1.2 Activité principale

L'activité principale du Centre Hospitalier de l'Agglomération de Nevers est la santé.

### 1.3 Coordonnées du pouvoir adjudicateur

Nom officiel	Centre Hospitalier de l'Agglomération de Nevers
Adresse postale	1 Avenue Patrick Guillot BP 649
Ville	NEVERS CEDEX
Code postal	58033
Pays	France
Point de contact	FOURGOUX Virginie FF AAH
Téléphone	03.86.93.74.53
Fax	03.86.93.70.51
Courrier électronique	<a href="mailto:chan.cellule.marches@ght58.fr">chan.cellule.marches@ght58.fr</a>
Adresse du profil acheteur (URL)	<a href="https://marches.ternum-bfc.fr">https://marches.ternum-bfc.fr</a>

## ARTICLE 2 – COORDINATION DE GROUPEMENT DE COMMANDES

Le Centre Hospitalier de l'Agglomération de Nevers agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs :

☐ Oui ☒ Non

### ARTICLE 3 – OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation porte sur la confection, la fourniture et la réparation de prothèses dentaires pour le Centre Hospitalier de l'Agglomération de Nevers.

Dans le cadre du déploiement des GHT (groupements hospitaliers de territoire) et de l'harmonisation progressive des marchés, d'autres établissements du GHT Nièvre pourraient être amenés à commander les consommables objets de ce marché. Le cas échéant, le titulaire du marché s'engage à fournir aux établissements concernés les références objet du marché dès leur rattachement, et à satisfaire à la livraison de leurs commandes dans des conditions identiques à celles proposées aux établissements partie du marché depuis son origine.

**Montant annuel maximum : 200 000 HT**

#### Classification CPV

Classification (CPV)	Descripteur principal	Catégorie homogène
33184000-3	Prothèses	18.203

### ARTICLE 4 – DECOMPOSITION EN LOT(S)

#### 4.1 Décompositions en lot(s)

La présente consultation est divisée en lots ☐ Oui ☒ Non

Les candidats doivent répondre à la totalité des articles sous peine de rendre leur offre irrégulière.

#### 4.2 Description succincte des lots

Sans objet.

### ARTICLE 5 – VARIANTES

#### 5.1 Variante(s) exigée (s)

La présente consultation comprend une ou plusieurs variante(s) ☐ Oui ☒ Non

#### 5.2 Variante(s) libre(s)

Les variantes sont prises en considération ☐ Oui ☒ Non

### ARTICLE 6 – OPTIONS

☐ Oui ☒ Non

☐ Facultative ☐ Obligatoire

### ARTICLE 7 – MODIFICATIONS DE MARCHÉ

En application du Code de la Commande Publique, le CHAN se réserve expressément la faculté de conclure, à son initiative ou sur demande du titulaire, des modifications de marché et/ou des marchés complémentaires conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique et de reconduire le marché.

## ARTICLE 8 – PHASE(S)

La présente consultation comprend une ou plusieurs phase(s)

☐ Oui

☒ Non

## ARTICLE 9 – TRANCHE(S)

La présente consultation comprend une ou plusieurs tranche(s)

☐ Oui

☒ Non

## ARTICLE 10 – DUREE DU MARCHE OU DE L'ACCORD CADRE OU DELAI D'EXECUTION

### 10.1 Période ferme

Le marché débutera au 01/01/2026 au titulaire pour un an.

### 10.2 Reconduction

Au-delà de cette période ferme :

Reconduction :

☒ Tacite

☐ Expresse

Nombre de reconductions  Durée d'une période de reconduction   mois

En cas de reconduction tacite, si le pouvoir adjudicateur n'a pas notifié par écrit au titulaire de décision de non reconduction du marché au moins un mois avant la fin de la période, le marché est réputé reconduit tacitement.

Le titulaire ne peut en aucun cas refuser la reconduction du marché.

Quel que soit le mode de reconduction : En cas de révision de prix engendrant une augmentation supérieure à 2%, le titulaire s'engage à en informer le Coordonnateur du GHT de la Nièvre 2 mois avant la date anniversaire du marché pour lui permettre la résiliation éventuelle du marché, il devra également apporter une argumentation justifiant cette augmentation.

A défaut, le titulaire sera tenu d'assurer la fourniture pendant une durée de 4 mois supplémentaires après l'échéance du marché afin de permettre au pouvoir adjudicateur de lancer éventuellement une nouvelle procédure de mise en concurrence. Cette prolongation se fera au tarif de l'année en cours.

Le marché pourra être modifié dans les conditions définies au Code de la Commande Publique.

## ARTICLE 11 – FORME DU MARCHE

☒ Accord cadre à bons de commandes mono-attributaire en application du Code de la Commande Publique.

☒ Conclu sans minimum en quantité, conformément au Code de la Commande Publique.

☐ Marché forfaitaire

### Type de Procédure :

☒ Le marché est passé sous la forme d'un Appel d'offres ouvert en application du Code de la Commande Publique.

☐ Le marché est passé sous la forme du Marché à Procédure Adaptée en application du Code de la Commande Publique.

☐ Le marché est passé sous la forme du Marché Négocié sans publicité ni mise en concurrence en application du Code de la Commande Publique.

Le GHT se réserve la faculté de recourir à une procédure négociée sans publicité préalable et sans mise en concurrence pour la passation d'un marché complémentaire en application du Code de la Commande Publique.

## ARTICLE 12 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

La présente consultation est constituée des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- Un **acte d'engagement** dûment complété et revêtu de la signature manuscrite du soumissionnaire, même sous forme dématérialisée.
- Le CCAP, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration, fait seul foi.
- Le CCTP, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration, fait seul foi.
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) dans sa version issue de l'arrêté en date du 1<sup>er</sup> avril 2021 (disponible sur le site internet du MINEFI, onglet « marchés publics » : <https://www.colloc.bercy.gouv.fr>).
- Annexe 1 cadre de réponses techniques à remplir obligatoirement.
- Annexe 2 : Un fichier BPU à remplir obligatoirement.

Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître.

## ARTICLE 13 – GENERALITES

### 13.1 Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité

Les conditions prévues à l'article 5 du CCAG-FCS

Voir en annexe : Arrêté du 18/09/2018.

### 13.2 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Les conditions prévues à l'article 6 du CCAG-FCS.

Le titulaire remet :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative produire une copie de déclaration de détachement certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France (Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).
- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.
- Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.
- Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.
- Il doit être en mesure de justifier des différentes obligations et attestations ci-dessus, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail, une pénalité fixée à l'article 18 du présent document sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

### **Protection de l'environnement, sécurité et santé**

Les conditions prévues à l'article 7 du CCAG-FCS.

### **Protection de la main d'œuvre, condition de travail et protection de l'environnement**

Par dérogation aux articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG FCS, en cas d'évolution de la législation sur ces points pendant la durée de validité du présent accord-cadre, le titulaire est tenu d'appliquer la réglementation en vigueur et de prévenir le pouvoir adjudicateur, par l'envoi d'une demande d'établissement d'avenant si ces modifications ont une incidence financière sur son marché.

### **13.3 Mise en œuvre des obligations d'égalité, de laïcité et de neutralité**

Concernant les contrats relevant du champ d'application du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 :

- Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.
- Le titulaire du contrat veille à ce que toute personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public, notamment ses sous-traitants ou sous-concessionnaires, s'assure du respect de l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité par ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction.
- Le titulaire veille à informer les usagers des dispositifs leur permettant de signaler tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté au cours de l'exécution du service public. Ces informations doivent s'accompagner des coordonnées du service référent de l'acheteur/l'autorité concédante. La pénalité appliquée sera appliquée selon les règles et les limites renseignés dans le CCAG concerné.
- Les mesures préventives et correctives destinées à assurer l'application des principes de laïcité et de neutralité font l'objet d'un suivi par le titulaire en lien avec les services de l'acheteur en charge de l'exécution du contrat.
- En cas de méconnaissance au cours de l'exécution du contrat des obligations de respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité, l'acheteur/l'autorité concédante prononce à l'issue d'une procédure contradictoire des pénalités selon les règles et les limites renseignés à l'article 14 du CCAG FCS. Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements concernés, ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai, ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le manquement n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent.
- En cas de manquements répétés ou d'un manquement d'une particulière gravité, l'acheteur/l'autorité concédante prononce la résiliation du contrat pour faute du titulaire, selon les modalités définies à au CCAG FCS.
- Le suivi de l'exécution des clauses relatives au respect des principes de laïcité et de neutralité est assuré par Mme Cardinault Justine ([cardinault.j@ght58.fr](mailto:cardinault.j@ght58.fr)).

### **13.4 Origine des produits**

Lorsque le marché public a pour objet la fourniture de produits de denrées alimentaires, de véhicules, de produits de santé et d'habillement dont la liste figure en annexe II de l'arrêté du 22 décembre 2022 relatifs aux données essentielles des marchés publics, le titulaire fournit à l'acheteur, sous format électronique, dans un standard ouvert librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, et dans le respect du secret des affaires et des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers, les données relatives à la part des produits issus de l'union européenne, dont la part de produits français, avec laquelle le marché sera exécuté

## **ARTICLE 14 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. La monnaie de compte du présent Accord-cadre est l'Euro. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## **ARTICLE 15 – CATALOGUE**

### **15.1 Remise catalogue**

Le Titulaire s'engage à appliquer aux membres du groupement les remises catalogue qu'il aura renseignées dans son offre. Le pourcentage de remise, sur lequel le Titulaire s'engage dans son offre, peut être revu uniquement à la hausse à chaque date anniversaire du présent accord-cadre.

### **15.2 Achat sur catalogue**

A titre exceptionnel, les membres du groupement pourront recourir à des produits figurant dans le catalogue du Titulaire, bien que non prévus dans le BPU, à condition que ceux-ci présentent un lien de connexité certain avec les produits du lot.

Les prix du catalogue public tarifé du Titulaire, sont les tarifs publics, auxquels sont appliqués les pourcentages de remise, conformément au BPU du Titulaire à la date de dépôt de l'Offre, et sont fermes pour une période d'un an (date anniversaire du présent accord-cadre).

Le nombre de références peut être modifié à la marge, une fois par an (à la date anniversaire du présent accord cadre) dans la mesure où cela correspond à une demande récurrente des membres du groupement ou à une évolution des pratiques.

Cette mise à jour ne peut concerner que la gamme du catalogue. Tout projet de modification des références du catalogue doit être transmis au CHAN pour validation, au minimum deux (2) mois avant son entrée en vigueur.

## **ARTICLE 16 – FOURNITURE DU DOSSIER TECHNIQUE**

Les candidats feront parvenir en **version informatique** le dossier technique.

## **ARTICLE 17 – MODALITE DE DETERMINATION DES PRIX**

### **17.1 Nature des prix**

Le marché est traité à prix unitaire et concerne tout le catalogue du fournisseur avec ses mises à jour potentielles à venir.

Les prix unitaires s'entendent :

- En euros, avec au maximum 3 décimales ;
- Hors taxes, franco de port et d'emballage à destination.

Les prix sont fermes durant toute la première période du marché.

Les prix comprennent toutes les dépenses y compris les charges fiscales, parafiscales, les frais afférents au conditionnement, à la facturation, la manutention, l'assurance, au stockage, au transport jusqu'aux lieux de livraison, désigné par chaque membre.



Si des créations, majorations, diminutions, suspensions ou suppressions de droit ou taxes intervenaient postérieurement à la date limite de réception des offres, le prix serait modifié en conséquence pour les livraisons auxquelles ces variations auraient été effectivement appliquées.

## **17.2 Modalités de révision des prix**

Les prix seront fermes du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2026 et pourront être révisés au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année suivante en cas de reconduction (la première révision pourra avoir lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2027).

Au moins 2 mois avant la date de révision possible (1<sup>er</sup> janvier), le titulaire transmettra son éventuelle offre de prix révisée pour la période suivante au CHAN.

Aucune demande de révision de prix reçue au-delà de ce délai ne sera acceptée par le CHAN.

## **ARTICLE 18 – MODALITE DE PAIEMENT**

### **18.1 Délai de paiement**

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues au CCAG.

Le délai de paiement (Art R2192-11 et R2192-12 du Code de la Commande Publique) est de 50 jours à compter de la réception de la facture.

### **18.2 Facturation**

Après chaque exécution de bon de commande, le titulaire du marché doit envoyer ses factures :

- En format électronique :

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation Chorus.

Les factures transmises par le titulaire doivent comporter les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur (le Titulaire) et du destinataire (le Bénéficiaire) de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture (le Titulaire), la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. En cas de contrat exécutés au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable du Bénéficiaire ;
5. Le code d'identification du service en charge du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
8. Le montant total hors taxes des produits livrés ;
9. Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
11. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Chaque établissement du GHT 58 s'acquittera de sa facture.

## **ARTICLE 19 – GESTION ET SUIVI DU MARCHÉ**

Pour éviter tout rejet de facture par le Trésorier Payeur Général de chacun des adhérents, le Titulaire s'engage à informer sans délai le coordonnateur du groupement de tout changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires ou postales, de transfert de tout ou partie du marché à une autre société ou de tout autre événement de même nature intervenant durant la période d'exécution du marché. Le Titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.

Dans tous les cas, et quelle qu'en soit la raison, compte tenu de la nature de l'objet du marché, le Titulaire s'engage à ne pas interrompre ses prestations.

En cas de défaillance du Titulaire, le Coordonnateur de groupement se réserve la possibilité de mettre en œuvre une procédure d'achat pour compte aux frais et risques de celui-ci, avec ou sans résiliation du marché.

En cas d'abandon de commercialisation ou pour des motifs d'ordre réglementaire, des produits pourront être supprimés du marché.

Dans ce cas, le titulaire pourra proposer un nouveau produit qui fera l'objet d'une évaluation préalable par le Coordonnateur du groupement (Centre Hospitalier de l'Agglomération de Nevers).

A l'issue de la période d'évaluation, les produits pourront être introduits au marché à condition que l'économie du marché ne soit pas modifiée.

## **ARTICLE 20 – CAUTIONNEMENT OU RETENUE DE GARANTIE**

Dispense.

## **ARTICLE 21 – AVANCES, ACOMPTES**

Avance forfaitaire selon le code de la Commande Publique.

Acompte – Sans objet.

## **ARTICLE 22– EXECUTION PAR DEFAULT**

En cas de retard d'exécution, de mauvaise exécution, de refus d'exécution ou de non remplacement dans les délais accordés d'une fourniture ayant fait l'objet d'un rejet, le pouvoir adjudicateur du marché se fournira où elle le juge utile. En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire.

## **ARTICLE 23 – PENALITES**

En application de l'article 14 du CCAG FCS.

## **ARTICLE 24 – CONDITIONS D'EXECUTION**

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché, les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur.

En aucun cas, le Titulaire ne peut céder son contrat en totalité ou en partie à des sous-traitants.

Les personnes responsables des marchés de chaque établissement adhérent assurent leur exécution.

### **24.1 Commandes et bon de commande**

Les marchandises sont commandées au fur et à mesure des besoins cependant chaque établissement regroupera les commandes dans la mesure du possible afin de limiter les frais de transport au Titulaire.

Le Titulaire devra se conformer aux seuls ordres écrits définis au moyen des bons de commande, aux dates définies, signés des Directeurs des Centres Hospitaliers membres du groupement ou de leur représentant, comportant :

- ↳ La référence du marché ;
- ↳ La désignation de la fourniture ;
- ↳ Le lieu de livraison ;
- ↳ La quantité demandée ;
- ↳ Le délai de livraison ;
- ↳ Les prix hors taxes ;

- ↳ Le taux et le montant de la TVA ;
- ↳ Le montant total de la commande toutes taxes comprises.

Les commandes seront adressées aux fournisseurs par courrier ou par fax.

Le marché s'exécute au moyen de bons de commandes dont le délai de livraison commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande. Cette notification vaut mise en demeure pour l'application de l'exécution par défaut prévue à l'Article 22 du CCAP.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour d'exécution de chaque marché.

## **24.2 Délais et lieu de livraison**

Le titulaire doit se conformer aux délais de livraison qu'il a indiqués dans le BPU pour chaque article. Il appartient au Titulaire de se manifester dès que possible en cas de rupture de stock ou d'approvisionnement et de proposer une solution de remplacement, le cas échéant, au plus tard 15 jours après la date de la commande. Dans ce cas ou en cas d'impossibilité de livraison dans les délais fixés, l'établissement à l'origine de la commande pourra pourvoir à leurs besoins aux frais du Titulaire en s'approvisionnant auprès d'un autre fournisseur.

S'il sous-traite son transport, le titulaire du marché obligera son prestataire à respecter ces dispositions. La livraison des produits sous la forme d'un dépôt par le titulaire du marché, ou le transporteur qu'il a mandaté, en l'absence d'un magasinier n'est pas considérée comme effective et n'est pas constitutive de droits.

Toute livraison égarée du fait du non- respect de l'adresse de livraison reste à la charge du Titulaire et ne peut être facturée à l'établissement l'origine de la commande.

## **24.3 Conformité des produits livrés avec ceux proposés au marché**

Les produits livrés devront être conformes aux caractéristiques (notamment échantillonnage, fiches et descriptifs techniques) des produits proposés dans l'offre (bordereaux de prix unitaires et catalogues) et aux exigences du cahier des charges (le conditionnement, la marque et les caractéristiques techniques des produits indiqués dans son offre). Aucun changement ne pourra être opéré sans l'autorisation préalable du coordonnateur du groupement de commandes.

Toutefois, exceptionnellement et en cas d'urgence, d'un commun accord entre le membre du groupement de commandes et le titulaire du marché, il pourra être proposé un produit équivalent à prix identique afin de permettre la continuité de la prestation. Dans cette hypothèse, et afin de faciliter le traitement des factures, le candidat confirmera la modification par écrit au membre du groupement de commandes.

## **24.4 Bon de livraison**

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bon de livraison valorisé fourni par le titulaire en 2 exemplaires et doivent comporter les mentions suivantes :

- La raison sociale du Titulaire ;
- Le nom et l'adresse du destinataire (nom du service, du responsable, numéro de pièce) ;
- Les références et date de la commande (Numéro de commande et code acheteur) ;
- La référence des produits livrés ;
- Les quantités livrées ;
- Les prix unitaires HT, TTC et le montant total TTC de la livraison ;
- La date de livraison ;
- Et le nombre de colis.

La signature du bon de livraison permet d'attester que la livraison a eu lieu. Aucune décision d'admission des produits n'est prise à ce stade.

Toute marchandise non accompagnée du bulletin de livraison sera refusée.

Par ailleurs, le fournisseur doit répondre de la qualité des produits livrés jusqu'à entière utilisation. Il demeure responsable des avaries qui pourraient être commises par son personnel ou son transporteur, conformément à l'article 20 du C.C.A.G. de fournitures courantes et de services.

En particulier, les conditionnements doivent être parfaitement adaptés pour éviter toute détérioration.

#### **24.5 Le conditionnement**

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle relève de la responsabilité du titulaire du marché.

Pour l'ensemble des produits, les emballages seront de type perdu.

Le carton d'emballage devra être de résistance suffisante pour ne pas être écrasé ni détérioré lors des opérations de transport, stockage et manipulations diverses.

Les cartons d'emballage devront porter des indications précises sur la nature et les quantités des produits contenus. Les emballages doivent être intacts au moment de la livraison.

Les palettes devront être aux normes européennes, sauf indications formelles et contraires. Elles devront être chargées de manière suivante :

- Hauteur totale maximale 1,50 mètre (palette comprise) entièrement filmée (transparent)
- Les articles devront être protégés au maximum et conditionnés selon les prescriptions du cahier des charges.
- Livraison multi-produits sur une même palette : les marchandises seront rangées de manière homogène par type de produit
- Les produits fragiles sont toujours stockés au-dessus de la palette.
- Pour faciliter le contrôle à la réception, les étiquettes doivent figurer sur l'une des faces latérales visibles. Les mentions portées par les étiquettes doivent être lisibles et inscrites de façon indélébile.
- Poids maximal d'un carton : 25 kg.

#### **24.6 Le Transport**

Les produits doivent être transportés et livrés dans les conditions prévues par la réglementation.

Le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, le calage, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité. L'ordonnancement des produits sur chaque palette est réalisé de façon à optimiser les opérations de contrôle et respecter l'intégrité des emballages et des produits.

Les avaries, incidents, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous la responsabilité exclusive du titulaire.

#### **24.7 Conditions générales d'exécution**

Il sera accordé une importance particulière aux prestations des livraisons pour la reconduction des exercices ultérieurs.

- En cas d'impossibilité de livrer, le fournisseur devra aviser préalablement l'établissement à l'origine de la commande et fera connaître la nouvelle date de livraison proposée.
- En cas de délai de livraison trop important, les adhérents pourront appliquer les pénalités de retard.
- En cas de rupture de stock, les candidats s'engagent à informer par écrit le coordonnateur et les adhérents de la durée de cette rupture de stock et de ses causes.

Lorsque, suite à une modification, les références commerciales indiquées sur l'étiquetage des produits sont différentes des références figurant sur le bon de commande, le fournisseur informe préalablement l'établissement émetteur du bon de commande.

**Les frais de transport et d'emballage sont à la charge du titulaire.**

Indépendamment des pénalités de retard, la Direction des Services Économiques / Logistiques de chaque établissement aura la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du titulaire par le biais d'un « achat pour compte », et pourra résilier le marché aux torts du titulaire, dans les conditions prévues aux articles 41 et 45 du C.C.A.G-FCS.

## **ARTICLE 25 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET D'ADMISSION**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont celles qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Les marchandises livrées devront être conforme au cahier des charges.

### **25.1 Vérification**

La réception quantitative et qualitative est effectuée lors de la livraison par le représentant du Directeur Services Économiques et Logistiques de chaque membre du groupement.

Cette livraison fait l'objet d'un bon de livraison comportant la quantité et la désignation du produit.

Les vérifications ont lieu dans les conditions prévues au CCAG-FCS.

Comme il est indiqué à l'article L133 du Code de Commerce, le destinataire apposera des réserves précises, si nécessaire, sur le document de livraison. Les réserves porteront sur la nature des colis, les colis manquants ou colis endommagés ou colis supplémentaires. Le récépissé-transport devra comporter la date, l'identification de l'établissement et du signataire.

En cas de non-conformité avec les spécimens fournis avec la proposition du marché, ou de non-respect de la durée de validité, la livraison sera automatiquement retournée aux frais du fournisseur.

Les emballages (cartons ou boîtes) doivent être en bon état, convenablement étiquetés et conformes à la réglementation en vigueur.

Les produits doivent répondre à des conditions de production socialement satisfaisantes, dans le respect des conventions internationalement reconnues et notamment ne pas avoir requis l'emploi d'une main d'œuvre enfantine.

Les fournitures proposées doivent être intégralement (fabrication, emballage, étiquetage...) conformes aux normes françaises ou aux normes européennes équivalentes en vigueur, notamment en matière de sécurité des personnes, de santé et d'environnement.

Il appartient au Titulaire de s'assurer que ces règles sont appliquées par sa société et ses fournisseurs dans leur politique d'entreprise.

Toute infraction aux lois sur la Répression des Fraudes, entraîne de droit la résiliation du marché, sans qu'il soit nécessaire au CHAN de fournir un justificatif et sous réserve pour ce dernier du droit de demander réparation du préjudice pouvant en résulter.

### **25.2 Rejet et remplacement des fournitures**

Le Titulaire doit remplacer les livraisons refusées dans un délai de 10 jours à compter de la notification du rejet et enlever à ses frais, dans le même délai les marchandises refusées.

Passé un délai de 2 mois, l'administration dispose librement des marchandises refusées qui n'ont pas été reprises (par dérogation au C.C.A.G.).

### **25.3 Garantie**

La fourniture est garantie par le Titulaire contre tout vice caché, sous réserve que le stockage dans chaque Établissement soit conforme aux conditions réglementaires.

En cas de vice caché la marchandise est remplacée par le Titulaire, ou, éventuellement, une réfaction est appliquée sur le prix de la fourniture, au gré de la personne responsable (cette possibilité de simple réfaction est prévue pour le cas où la fourniture serait déjà partiellement consommée lors de la détection du vice caché).

Mais, si le vice caché concerne la salubrité, le remplacement de la marchandise s'impose. Dans ce cas, toutes mesures utiles pour éviter que la marchandise ne soit mise en consommation ultérieurement devront être prises.

#### **25.4 Mesures conservatoires**

##### **✓ Échange à la charge du Titulaire**

Le Titulaire s'engage à remplacer un produit défectueux aux mêmes prix et conditions du produit à remplacer si celui-ci fait partie du BPU.

##### **✓ Approvisionnement d'office - Exécution par défaut**

Dans le cas où le Titulaire n'aurait pas livré la totalité des marchandises commandées par l'établissement à l'origine de la commande à la date contractuelle de livraison, et si les nécessités de service l'exigent, ce dont l'établissement à l'origine de la commande est seul juge, les fournitures concernées peuvent être assurées chez d'autres fournisseurs aux frais et risques du Titulaire en défaut, sans qu'il soit besoin de le mettre autrement en demeure. En cas de différence de prix au détriment du bénéficiaire, celle-ci est mise de plein droit à la charge du Titulaire et déduite d'une facture présentée en paiement à son profit, ou à défaut, fait l'objet d'un titre de recettes émis à son encontre par les services financiers de l'établissement à l'origine de la commande.

#### **ARTICLE 26 – CONDITIONS DE RESILIATION**

Le Chapitre 7 du C.C.A.G.-F.C.S relatif à la résiliation s'applique en complément des dispositions ci-après. Le CHAN se réserve le droit de résilier le marché avec mise en demeure préalable, pour faute.

Sont notamment constitutifs d'une faute, les cas suivants :

- En cas de non-conformité répétée des produits livrés au cahier des charges, aux fiches techniques ou aux échantillons,
- En cas de retards de livraison manifestes et répétés,
- En cas modifications répétées des livraisons sans information préalable,
- En cas d'erreurs de facturation répétées,
- En cas de manquements répétés au cahier des charges,

Ces cas de résiliation n'ouvrent droit à aucune indemnité pour le titulaire.

Une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution aura été préalablement notifiée au Titulaire. Si cette mise en demeure est restée infructueuse, la décision de résiliation interviendra après que le Titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

La résiliation du marché prendra effet à la date fixée dans la décision qui lui est notifiée.

**Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.**

#### **ARTICLE 27 – ASSURANCES**

Le titulaire du marché doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des établissements membres du groupement de commandes et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

## ARTICLE 28 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentiels les informations données et documents de quelque nature qu'ils soient, qui lui auront été communiqués ou dont il aura eu connaissance dans le cadre du présent marché.

Le titulaire s'engage également à garder strictement confidentielles toutes les informations relatives aux patients et aux agents de l'établissement dont il pourrait avoir connaissance lors des différentes interventions qu'il effectuera ou qu'il sous traitera sur le ou les site(s) des membres du groupement de commande.

Le titulaire s'engage à veiller au respect, par son personnel et le cas échéant ses sous-traitants, de cet engagement de confidentialité.

## ARTICLE 29 – DESCRIPTION DU BESOIN

- Capacité à réaliser des pièces prothétiques de qualité et conformes dans leurs compositions aux normes françaises, éléments unitaires, pluraux, prothèses amovibles partielles ou complètes.
- Capacité à réaliser des pièces de qualité nécessaires aux différentes étapes prothétiques (porte-empreintes individuels, cires d'occlusion, wax-up...).
- Capacité à remettre lors de la livraison, une fiche de traçabilité du DMSM ainsi que des précisions sur le/les lieu(x) de fabrication en cas de sous-traitance.
- Respect des délais de livraison soit un délai d'une semaine (7 jours calendaires) entre les étapes prothétiques, soit un délai de 48h (2jours ouvrés) pour la réalisation de réparations prothétiques simples (réparation de fracture sur prothèse résine ou adjonctions d'éléments sur prothèse résine).
- Livraison et ramassage à la maison d'arrêt de Nevers adapté aux horaires d'ouverture de l'établissement.
- Au vu de l'évolution de l'activité un passage journalier sera à prévoir au chan à l'arrivée des étudiants en septembre 2026.

## ARTICLE 30 - DIFFERENDS ET RECOURS

Tout litige ou différends survenant au cours de l'exécution du marché, entre le Titulaire et l'Établissement **devra** en tout état de cause et, **préalablement à l'introduction d'un recours juridictionnel**, faire l'objet d'une tentative de résolution amiable.

La résolution amiable d'un litige ou d'un différend éventuel se déroulera conformément à la procédure décrite par le CCAG concerné et du Code de la Commande Publique.

En cas de contestation persistante entre le Titulaire et l'Établissement, le Comité Consultatif Interrégional de règlement amiable (CCIRA) des litiges relatifs aux marchés publics de Lyon **sera saisi** :

CCIRA de Lyon  
53 boulevard Vivier Merle  
69003 LYON  
Tél : 04.72.77.05.20 / Fax : 04.78.92.83.16

Les litiges ou différends qui ne reçoivent pas de solution amiable relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Dijon :

22, rue d'Assas  
BP 61616 – 21016 Dijon  
Tél : 03.80.73.91.00 / Fax : 03.80.73.39.89

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- **Référé précontractuel** dans les conditions prévues aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- **Référé contractuel** dans les conditions prévues aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 du CJA après la signature du contrat.

- **Recours pour excès de pouvoir** contre les actes détachables postérieurs à la conclusion contrat et les clauses réglementaires divisibles du contrat dans les conditions prévues aux articles R.411-1, R.421-1 à R.421-7 du CJA. Le cas échéant, il peut être assorti d'une requête en référé-suspension dans les conditions prévues à l'article L.521-1 du CJA.
- **Recours en contestation de la validité du contrat** dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne, req. N°358994.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché, ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

#### **ARTICLE 30 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivants :

- Dérogation aux articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG FCS par l'article 13.2 du CCAP
- Dérogation à l'article 30.4 du CCAG-FCS par l'article 25.2 du CCAP

**La Directrice Adjointe**  
**Mme P. SAGE**

CENTRE HOSPITALIER DE  
L'AGGLOMERATION DE NEVERS  
**Madame Priscille SAGE**  
Directrice Adjointe de la DETSECOL

